

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20°)

(Métro : Pyrénées)

« 7.000 personnes sont tombées évanouies aux obsèques de George V ! Il y a un mort ! »
(Les journaux.)

LA BETISE HUMAINE N'A PAS DE LIMITE !

DEVONS-NOUS REGRETTER QU'IL N'Y AIT EU QU'UN MORT ?

La politique de la paix

Le nouveau ministère français va-t-il imprimer à la politique extérieure une direction nouvelle ? Particulièrement en ce qui concerne la S. D. N. et le conflit italo-éthiopien, peut-on s'attendre à un changement d'orientation du gouvernement ? On fait état de la présence de M. Flandin aux Affaires étrangères et de ses amitiés et relations anglaises pour l'affirmer. Pour le moment, on n'en sait rien encore. Une communication officielle affirme « la continuation de la politique extérieure de la France, basée sur le respect des pactes et des traités, en étroite collaboration avec la S.D.N. ». Ce sont des mots, mais on voudrait bien savoir ce qui se cache derrière eux. A notre avis, il n'est pas de question plus importante.

On s'apprête pourtant à l'escamoter proprement. On va se battre autour de quelques personnalités : Flandin, Nicolle. On va surtout songer aux élections et, en attendant, laisser à la Providence le soin d'arranger les affaires des pauvres hommes. Ainsi il ne faut pas s'attendre à un redressement de la politique extérieure de la France, sauf à modifier certaines attitudes ; en particulier, on adoptera un langage résolument genevois conforme aux exigences de la majorité parlementaire. Cela nous mènera jusqu'en avril prochain, c'est-à-dire jusqu'au moment où le peuple souverain devra juger. Pauvre souverain à qui l'on cache la vérité, et qui ne sait pas exactement sur quoi il va se prononcer. Toute l'équivoque, nous la trouvons dans ces revendications du Front populaire qui deviendront la charte du nouveau bloc des gauches agrandi jusqu'aux communistes.

Or, que disent ces articles concernant la défense de la paix ? Si on laisse de côté certains appels sentimentaux à la collaboration des peuples, d'autant plus vains que ces appels demeureront inconnus des « peuples » dressés les uns contre les autres, nous trouvons l'article essentiel que nous transcrivons intégralement : « Collaboration internationale dans le cadre de la S.D.N., pour la sécurité collective, par la définition de l'agresseur et l'application automatique et solidaire des sanctions en cas d'agression. » Arrêtons-nous devant ce texte et interrogeons-le. Précisons d'abord, ainsi que le déclare le préambule, qu'il s'agit de revendications immédiates, c'est-à-dire réalisables sous un régime capitaliste et, par conséquent, réalisables immédiatement en cas de succès du Front populaire. Or, à quoi nous engageant ces revendications ? Tout simplement à déclarer la guerre à l'Italie. J'entends bien que nos frontistes protestent devant une pareille interprétation et qu'ils repoussent l'éventualité d'une guerre. Mais, ou les mots n'ont pas de sens ou ils signifient que cette application automatique des sanctions est exactement la guerre. En faut-il davantage pour refuser mon bulletin (s'il me prenait envie de m'en servir) aux tenants du Front populaire, qui voudraient m'entraîner dans une nouvelle croisade ?

Il ne faut pas se lasser de dénoncer ce danger qui nous menace et qui, dans un sentiment bien excusable de conservation, nous inclinerait à souhaiter une victoire des droites. L'erreur mortelle que nous discernons derrière le texte du Front populaire, il faut la formuler : elle consiste à croire que toute lutte contre le gouvernement de Rome est une lutte antifasciste. Elle n'est, en réalité, dans le cas actuel, qu'une lutte impérialiste. Objectivement, tout ce qui af-

faiblit Rome renforce Londres. Avons-nous intérêt à choisir entre celui-ci et celui-là ? Tout est là.

Est-ce à dire qu'il faille se croiser les bras et attendre les événements ? Non. Mais une politique réaliste de la classe ouvrière s'engagerait dans d'autres voies. D'abord, elle prendrait position contre la guerre, contre toute espèce de guerre, économique ou militaire, puis-que la guerre est, par essence, toujours dirigée contre le prolétariat. Ce faisant, elle prendrait une assurance contre un retournement toujours possible de la situation internationale qui amènerait le capitalisme français à vouloir la guerre contre l'Italie au lieu que la position actuelle la met à la merci des impérialistes et rendra plus difficile le défaitisme révolutionnaire. Enfin, cette politique réaliste prendrait conscience des véritables causes du conflit actuel et, dans le cadre du capitalisme, reprenant à son compte la politique que tenta Caillaux en 1911, exigerait qu'un règlement international intervint en faveur de l'Italie (comme aussi de l'Allemagne, au lieu de se livrer à une folle propagande antihittérienne), afin que disparaissent les traces des injustices et des violences passées sur quoi se fonde la puissance des dictatures. Telles sont, brièvement énoncées, les grandes lignes d'un programme vraiment « populaire ».

Sans doute, les politiciens qui ont influencé les rédacteurs des revendications électorales trouveront-ils plus facile de pratiquer la politique des sanctions, mais, le moment ne peut tarder où les événements exigeront l'abandon de ces positions. Il faut souhaiter qu'alors il ne soit pas trop tard pour sauver la paix.

LASHORTES.

Le Front populaire et la défense de la paix

Je reviens encore au programme du Front Populaire.

C'est peut-être lui faire trop d'honneur et lui accorder trop d'importance. Mais il faut songer que toute l'action pratique de ce rassemblement bariolé, qui groupe deux ou trois millions de personnes de tout âge, de toute condition sociale et de toute opinion, s'est, jusqu'à ce jour, limitée à l'élaboration lente et ardue de ce programme mirifique. Il faut songer que, durant les mois qui vont suivre, l'effort total de ce rassemblement considérable tendra à faire adopter ce programme par la majorité électorale et que quelque soit le résultat de cette consultation populaire, c'est sur le terrain des revendications principales de ce programme que, au cours de la prochaine législature, se livrera la bataille gouvernementale et parlementaire.

Il faut donc prévoir que c'est en fonction de la victoire ou de la défaite électorale du Front Populaire que va s'engager l'avenir, un avenir de plusieurs années, déterminé par la politique nationale et internationale des gouvernants de demain.

Cette perspective exige, que les anarchistes ne se bornent pas à prendre, d'ores et déjà, une position précise et claire, mais qu'ils justifient pleinement cette position.

**

J'aborde aujourd'hui cette partie du programme qui a pour titre : « Défense de la paix. »

J'estime que c'est par là qu'il est logique d'entamer l'étude succincte dudit programme : d'abord, parce que, étant donné l'état de surarmement et de tension diplomatique dans lequel se trouvent les grandes puissances européennes et en raison de la guerre italo-éthiopienne, le danger d'une conflagration générale est plus que jamais, suspendu sur nos têtes ; et, ensuite parce que, si la guerre s'abattait sur nous, il n'est pas douteux que cette calamité aux conséquences incalculablement désastreuses fermerait la porte, pour un laps de temps inévaluable, à tous les espoirs que nous font

UNION ANARCHISTE FÉDÉRATION PARISIENNE

Le dimanche 2 février
à 9 heures du matin,
SALLE BENOIT

75 faubourg Saint-Martin,

se tiendra le

CONGRÈS FÉDÉRAL de la Région Parisienne

Ordre du jour :

Rapport moral et financier
Le Front Populaire
L'action de la Fédération
Questions diverses

Seuls les délégués de groupes adhérents à la Fédération auront voix délibérative.

Lire en 2^e page :

Lettre intempestive,
par GENOLD.

En 3^e page :

Une lettre de Pétrini.

COMITE D'ACTION CONTRE LES DEUX ANS

Mercredi 5 février, à 20 h. 30
163, Bd. de l'Hôpital (13^e)

GRAND MEETING

Contre le renforcement du militarisme.

Pour l'abolition des deux ans.

Orateurs : Laisant, Ringear,
Ridel, Frémont.

concevoir, dans le domaine social, les réalisations présentes et les possibilités futures.

**

Autant que quiconque, j'approuve et j'admire les nobles et profonds esprits qui, vouant à la guerre une haine inextinguible et méritée, travaillent sincèrement et vaillamment à tuer définitivement cette monstruosité, en s'attaquant, pour les tarir, aux sources d'où jaillit la guerre.

De tout mon cœur et de toute ma volonté, je suis avec eux.

Mais je ne me dissimule pas les difficultés et les lenteurs d'une telle opération ; et, s'il importe de rendre, dans un avenir plus ou moins lointain, la guerre impossible, il me paraît urgent et indispensable d'empêcher celle qui menace, de barrer la route à celle qui vient.

Je ne saurais trop le répéter : empêcher cette tuerie maudite que, d'un commun accord et dans l'ombre, préparent — c'est l'évidence même — les industriels de la mort subite, les gouvernants, les états-majors, les corps diplomatiques, les congrégations économiques, les puissances matérielles et conjuguées du Capitalisme et de l'Etat ; oui, empêcher cette immonde boucherie, voilà le problème.

Ce n'est pas celui de demain ; c'est le problème qu'il faut résoudre *hic et nunc*, je veux dire immédiatement, à tout prix et, c'est le cas de le dire, toute affaire cessante.

**

Eh bien ! Quelle contribution le Front Populaire apporte-t-il à la solution de ce problème ? Quels moyens et quelle méthode propose-t-il, dans le but d'élever contre le fleau une digue infranchissable ?

J'ai sous les yeux le texte complet du programme que je discute et je relis avec attention les sept revendications que comprend le chapitre consacré à la Défense de la Paix.

Faites comme moi : ce chapitre, lisez-le

Bilan d'une année d'action

Voici plus d'un an que notre vieux *Lib.* a repris sa parution régulière. Pendant un an chaque semaine il a apporté à tous nos camarades le réconfort moral, et aussi montré à nos adversaires que le mouvement anarchiste n'était pas mort, et qu'ils devaient compter avec lui.

Lorsque nous avons repris notre parution hebdomadaire, nous n'étions pas sans une certaine inquiétude à l'administration. Pourrions-nous tenir ? N'allions-nous pas encore après deux ou trois mois être obligé de revenir à la parution bi-mensuelle ? Telles étaient les questions que nous nous posions.

Pourtant nous avions confiance.

Inutile de dire qu'au départ nous n'avions pas un sou d'avance.

Maintenant que ces mauvaises heures sont passées nous pouvons dire dans quelles conditions nous avons assuré la parution de notre journal pendant cette période difficile. D'une façon régulière les groupes de la Fédération Parisienne, la Fédération, l'Union anarchiste versaient leur caisse dans *Le Libertaire*. Bien souvent en fin de mois nous étions obligés de faire appel au dévouement des copains, dévouement qui ne nous a jamais manqué.

Nous avons tenu, nous avons prospéré.

Dans Paris en moins d'un an nous avons gagné 500 lecteurs nouveaux. La province a été plus longue à agir mais elle aussi s'est mise à l'action. Aujourd'hui chaque rentrée de fonds accuse une progression sensible. Chez tous nos dépositaires notre vente augmente.

Les rentrées ont été particulièrement favorables ce mois-ci. Notre *Libertaire* qui devait plus de 1.000 francs au 1^{er} janvier, termine le mois après avoir acquitté son retard avec quelques centaines de francs en caisse. Cela tient surtout à ce que la presque totalité de nos anciens abonnés en retard ont tenu à se mettre en règle. De nouveaux camarades s'abonnent.

Ce bilan d'année est donc un bilan de succès, un bilan de victoire.

La vie du *Libertaire* apparaît comme assurée, et maintenant nous songeons à augmenter le format. Le prochain Congrès de l'Union aura à s'occuper de cette question.

Ces succès étonnent beaucoup de nos adversaires.

A quoi tient-il ? A deux choses :

La première, le dévouement de nos amis.

La deuxième, ce sont les événements qui chaque jour vérifient la justesse de notre doctrine.

Lorsque nous avons repris la parution régulière, nous n'avions pas d'argent, nous nous sommes dit, c'est exact et pourtant nous possédions un très important capital que nous voulions mettre en valeur.

Ce capital, ce sont les milliers de lecteurs, le millier d'abonnés fidèles du *Libertaire*, les centaines de camarades anarchistes et sympathisants qui soutiennent notre action financièrement et par leur activité personnelle.

C'est là-dessus que nous comptons lorsque nous avons relancé le *Libertaire* à quelques copains aidés par notre vieux et infatigable camarade Sébastien Faure. Les résultats obtenus montrent que nous avions raison.

Nous savions que le spectre du fascisme qui était apparu le 6 février, que les dangers de guerre qui se précisaient chaque jour ne laisseraient pas nos camarades indifférents.

Les anarchistes ne sont pas de ceux qui reçoivent les coups sans les rendre. Ils n'accepteront jamais l'esclavage sans avoir lutté de toutes leurs forces contre tous ceux qui voudront leur arracher la moindre parcelle de leurs libertés.

Pour lutter efficacement il était indispensable que le vieux *Lib.*, notre seule arme de combat paraisse régulièrement. Nos amis l'ont compris, c'est grâce à leur dévouement qu'il a paru, et que sa vie paraît être assurée.

Pourtant actuellement encore il n'est pas à l'abri d'un « coup dur ». La difficulté du mois dernier facilement surmontée il est vrai en est la preuve. Cela ne doit plus se reproduire. Mais nous ne voudrions plus être obligés chaque semaine de passer ces appels, qui deviennent fastidieux.

Pour cela, il nous faudrait 2.000 lecteurs et 500 abonnés de plus. C'est peu et pourtant 2.000 lecteurs, de plus, comme nous laissons notre numéro à 0 fr. 35 à nos dépositaires, c'est 700 fr. supplémentaires qui rentrent chaque semaine dans notre caisse, 500 abonnés, c'est 11.000 francs annuels, cela représente 60 0/0 de nos souscriptions.

C'est vers ce but que nous devons tendre nos efforts. Il est indispensable que chaque camarade se mette à l'œuvre dans ce sens. Que chacun s'efforce de nous trouver un lecteur ou un abonné nouveau et nous n'aurons plus besoin chaque semaine de renouveler ces appels aux sous.

Pour ce faire, après avoir lu votre *Libertaire*, camarades, repassez-le à un de vos amis qu'il est susceptible d'intéresser. Que nos souscripteurs habituels, en nous envoyant leur soutien, nous indiquent une adresse d'abonné possible. Que ceux qui le peuvent achètent un ou plusieurs numéros qu'ils pourront distribuer autour d'eux.

Ce sont-là des moyens que nous indiquons à nos amis, mais nous savons qu'un certain nombre ont déjà envisagé le moyen de diffuser le *Libertaire* dans leur entourage. Il serait nécessaire que ces camarades nous écrivent en nous indiquant les résultats de leurs propres initiatives.

En reprenant la parution régulière du *Libertaire* nous voulions d'abord assurer son existence, resserrer les militants anarchistes dispersés autour de notre cher journal, sur ces points nous pouvons dire que nous y sommes presque entièrement parvenus, les mois de lutte qui vont suivre compléteront cette œuvre.

Maintenant il est indispensable que notre mouvement anarchiste prenne la place qui lui appartient dans le mouvement social. Nous devons demain, lorsque la faillite du Front Populaire sera faite, rallier les masses ouvrières à notre doctrine. C'est cette tâche que nous voulons entreprendre. Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question dans notre prochain numéro.

Et maintenant, camarades, pour le développement de notre journal, pour le triomphe de notre idéal, groupez-vous autour du *Libertaire*, par tous les moyens soutenez-le.

PRENDRE NOTE

Camarades,

Retenez votre matinée du dimanche 9 février pour l'Assemblée générale des anarchistes, qui aura lieu salle Babeuf, à la Bellevilloise.

GRAND DEBAT SUR L'UNITE SYNDICALE

Permanence du Libertaire

La permanence est ouverte, tous les jours, de 17 heures à 19 heures.

SEBASTIEN FAURE.
(Lire la suite en 3^e page.)

LÉTTRES INTEMPESTIVES

La deuxième à Romain Rolland

par GÉNOLD.

Dans l'esprit de leur auteur, ces lettres intempestives devaient s'apparenter — oh très modestement! — à ces lettres familières qu'écrivait jadis Laurent Tailhade, collaborateur, lui aussi, du Libéraire, et s'adresser hebdomadairement à des personnalités en vedette, dans le seul but d'exprimer quelques parcelles de cette vérité que recherchent, depuis toujours, les esprits vraiment libres.

Après la première à Louis-Ferdinand Céline, je comptais adresser quelques alinéas « intempestifs » à Benito Mussolini, à moins que ce ne fût à son ami Pierre Laval.

La publication, dans Vendredi, d'un article de Romain Rolland : « Pour l'indivisible paix », m'incite à m'adresser aujourd'hui à celui qui fut, aux années tragiques, le flambeau même de cette paix, et notre guide.

Toutefois le qualificatif d'intempestive apparaît en l'occurrence insuffisant et il n'est pas de mot pour exprimer l'indiscrète inquiétude qui inspira les lignes qui suivent.

Infinitement respectueux du caractère et du talent de l'auteur de « Jean Christophe », c'est avec émotion que je lui adresse les réflexions que m'a suggérées son article et, sans vouloir troubler sa vieillesse auguste, j'ose espérer que ces réflexions parviendront à son esprit et à son cœur.

GÉNOLD.

Jamais peut-être, dans le domaine social et politique la confusion ne régna à tel point en Europe et surtout en France.

Me souvenant que votre nom fut jadis le flambeau qui rallia les bonnes volontés perdues dans une Europe en folie, c'est avec une curiosité passionnée que j'ai lu et relu dans Vendredi « Pour l'indivisible paix ».

Vous avez voulu dans ces lignes répondre aux objections de quelques-uns de nos amis communs : Félicien Challaye et Michon et votre thèse est en somme celle de la nécessité immédiate d'un bloc France-Angleterre-U.R.S.S., seul rempart, dites-vous, d'une paix menacée.

Pour entrer de suite dans le vif du sujet je dois vous dire qu'en 1932 j'écrivis un article intitulé « Paris-Berlin-Moscou », dont le titre est tout un programme et qui me valut diverses injures...

Mais depuis 1932, direz-vous, il y a eu Hitler.

L'Allemagne hitlérienne, affirmez-vous, se prépare fébrilement à l'assaut.

Soit. Pour quiconque possède le moindre « sens humain », le régime hitlérien est évidemment une manifestation de folie furieuse monstrueuse, ayant à son passif des crimes et des atrocités sans nom, stupide autant que néfaste et qui demain peut mettre le feu à l'Europe.

D'accord. Cependant vous reconnaissez avec nous que ce « délire d'orgueil de désespoir, de fureur et de misère » est le résultat fatal, inéluctable, de l'immense traité de Versailles et de la politique des gouvernements alliés depuis leur fameuse victoire.

La responsabilité écrasante de nos dirigeants leur enlève au regard de tous ceux qui pensent parmi les peuples, toute autorité morale, toute confiance pour réaliser le barrage contre le danger qu'ils ont eux-mêmes contribué si puissamment à créer.

Et c'est là toute la question. « Par une chance insigne » dites-vous, les deux partis nationalistes et internationalistes se trouvent d'accord. C'est justement ce qui éveille la défiance des prolétaires tant de fois bernés.

Nous ne fûmes pas nombreux en 1914 à conserver notre bon sens. Les rares éléments protestataires contre la tuerie stupide et les faux-semblants des arguments gouvernementaux se recrutèrent, vous le savez comme moi, dans les milieux anarcho-syndicalistes pour une large part, du moins en ce qui concerne le prolétariat.

Eh bien, il faut que vous le sachiez, vous, dont la hauteur d'âme et la sincérité sont au-dessus de tout soupçon : La Russie de 1936 a beaucoup moins de fervents dans la classe ouvrière française militante que n'en eût celle de 1918.

Les causes de ce revirement sont multiples et ce n'est point ici le lieu de les exposer en détail. Le fait est, il faut bien le constater, alors même qu'on le déplore.

Comme vous, certes, « pour que la paix soit sauvée, ... que ne sacrifions-nous pas de nos justes ressentiments et jusqu'à notre honneur même ?... » Mais encore faut-il que ces sacrifices ne soient pas inutiles, et aussi n'avons-nous pas le devoir de rechercher si au problème de la paix « indivisible » il n'est pas d'autre solution que celle, fragmentaire et provisoire à mon avis, du bloc France-Angleterre-U.R.S.S. et pourquoi abandonner — même momentanément — la vieille formule de Briand : « les Etats-Unis d'Europe ? »

Creusons la question en procédant par ordre :

Nombre de militants — et de prolétaires français — ont cessé de voir dans la Russie la Nation socialiste de leurs rêves et les plus clairvoyants, s'ils admettent la valeur mondiale de l'étiquette communiste appliquée au gouvernement de Moscou, déclarent volontiers qu'elle n'est plus qu'une étiquette.

Ont-ils raison ? Je pense qu'il y a là un formidable malentendu et que le sens trop absolu donné à certains mots est une source de confusion. Tout ce qui est humain est imparfait. La Russie n'y fait point exception.

Justifié ou non, cet état d'esprit existe et il faut en tenir compte. Précisons :

Si par malheur Hitler réalisait « Mein Kampf » partait — aidé en Orient par le Japon — à la conquête des fertiles plaines de l'Ukraine, il serait difficile de convaincre les prolétaires et les classes moyennes de France de mettre sac au dos et de partir risquer leur vie.

Et ceux-là même qui sont prêts à risquer

cette vie pour la cause de la Révolution Sociale seraient peut-être les plus rebelles à cette suggestion.

Savez-vous à Romain Rolland, que l'on dit couramment dans les ateliers et les usines que la Russie de 1936, celle de Staline, n'est plus celle des « Dix jours qui ébranlèrent le monde » ?

Les exclusions, les concessions — apparentes que le veut bien — ont eu une fâcheuse répercussion dans certains milieux syndicalistes. Le « Stakhanovisme » a plutôt une mauvaise presse dans les usines et d'après discussions ont lieu quotidiennement à ce sujet, dont vous n'êtes pas sans doute sans avoir recueilli les échos.

Et lorsque vous affirmez : « L'U. R. S. S. est pour nous le seul espoir certain du progrès social, la forteresse de notre Internationale humaine », bien des militants ouvriers français ne vous suivent plus.

Convaincre ceux-là que le péril extérieur actuel commande tout, que les imperfections, les fautes, les erreurs d'un régime en pleine évolution ne suffisent pas pour infirmer le fait que, mondialement parlant, le centre de l'idéal communiste est toujours Moscou, c'est là une tâche extrêmement difficile.

Croyez-vous avoir atteint ce but ?

Faut-il vous dire encore que nous sommes d'accord avec vous en tous points en ce qui concerne l'horreur et le dégoût qu'inspirent les « sauvages dictatures naziste et fasciste ».

Mais croyez-vous que des ententes entre Etats, entre Gouvernements capitalistes, quels qu'ils soient, puissent jeter bas ces édifices de crime et de mensonge ?

La libération des prolétaires sera l'œuvre des prolétaires eux-mêmes... Les guerres étrangères n'ont jamais réussi qu'à renforcer les nationalismes.

Ce n'est pas par une alliance militaire des Etats que la Révolution sociale peut être sauvée, mais seulement par l'action lente, tenace des révolutionnaires de tous les pays.

Nous sommes, vous le reconnaissez, à une période de confusion comme peut-être on n'en vit jamais, et je souhaite que ces lignes, si vous les lisez, vous suggèrent des arguments propres à jeter sur cette confusion une définitive lumière.

Mais je veux conclure par une ultime suggestion :

Dans le plan politique, nous sommes en France à la veille d'élections qui, tout permet de le prévoir, seront un succès du Front populaire.

Lorsque le Gouvernement issu de ce « Front populaire » sera au pouvoir, pourquoi le premier de ses actes ne serait-il pas de tenter d'assurer cette « paix indivisible » que nous souhaitons tous ?

Et c'est là où je me trouve en désaccord avec un passage de votre article qui est celui-ci :

« Ce n'est plus le temps, dites-vous, de discuter une révision des traités qui, arrachée par la force, paraîtrait un acte, non de justice, mais de faiblesse... »

Nous sommes quelques-uns à penser que pour un gouvernement réellement démocratique, il n'est jamais trop tard pour bien faire et que la révision des monstrueux traités qui ont fait de l'Europe un panier de crabes, s'impose aujourd'hui comme elle s'imposait il y a 10 ou 25 ans. Que viennent faire force ou faiblesse en ce qui n'est qu'un devoir d'élémentaire équité et allons-nous, par un souci d'amour-propre, éloigner encore ce vieux rêve si lointain, hélas ! d'une Europe enfin unie.

Personnellement, je n'ai qu'une confiance très limitée dans les possibilités pacifistes des Etats capitalistes. Cependant, quelle belle action que celle qui consisterait à mettre Hitler en demeure de préciser ses paroles conciliatrices en venant à Genève discuter l'organisation de l'Europe... et la révision des traités.

Utopie, dira-t-on, et pourquoi ? Sans sortir des cadres capitalistes actuels, quel est l'homme d'Etat qui oserait prendre cette initiative ? Celui-là, malgré toutes les réserves que nous pouvons faire, nous révolutionnaires, sur toute action gouvernementale, aurait droit à la reconnaissance des peuples.

Au lendemain du triomphe du « Front populaire », ne serait-ce pas un moment opportun de poser cette question ?

Avez-vous lu l'interview accordée par Hitler à une rédactrice de Paris-Soir et que cet organe a porté à la connaissance de millions de Français ?

« La logique humaine est contre la guerre territoriale », a dit Hitler. Et plus loin : « la bonne volonté des peuples doit créer une collaboration pour la meilleure vie de chacun... Nous, Européens, nous constituons une famille, etc... »

Certes, je n'accorde qu'une importance relative à de telles paroles qui contredisent nettement Mein Kampf. Mais puisque vous dites vous-mêmes que l'on doit discuter « même avec le diable » quand il s'agit de la Paix, pourquoi ne pas tenter la chance, si minime soit-elle ?

Le pacte franco-soviétique sera peut-être signé demain. Qu'il soit facteur de paix ? c'est possible. Mais la paix ne sera réellement « indivisible » que lorsque sera réalisée cette ligne Paris-Berlin-Moscou... prolongée si l'on veut jusqu'à Londres, mais du moins bien assise sur le Continent.

Et alors se posera vraiment la question sociale.

N. D. L. R. — En insérant son article, nous dirons en toute amitié à notre camarade Génold que ses solutions sur les moyens d'assurer la paix en Europe, appellent de notre part des réserves indispensables.

Aux camarades vendeurs

Pour la vente des journaux dans Paris, les camarades vendeurs sont priés de rapporter les vendus ou le numéro du journal en venant régler.

Le Congrès farce du Parti Communiste

Le VIII^e Congrès du Parti Communiste s'est tenu à Villeurbanne.

Que dire de ce Congrès ? Sinon qu'il fut un Congrès parfaitement orchestré. La grosse caisse du parti Thorez donnait le ton. Pas une voix discordante ne s'est fait entendre.

Les fautes constantes de l'Internationale Communiste, la déclaration de Staline, le changement brusque du P. C., tout cela n'a occasionné aucune divergence. L'accord le plus parfait régna.

Le Populaire nous a bien appris que le délégué de la région nicoise avait déclaré qu'ils avaient eu le tort dans sa région de confier le poste de secrétaire de l'Union Régionale Unitaire à un ancien anarcho-syndicaliste, qui avait déclaré : « Staline a trahi », il n'était sans doute pas encore débarrassé complètement de son éducation anarcho-petite bourgeoise, contre révolutionnaire. Espérons que cette scorie a été vomie par le grand parti de la classe ouvrière.

L'Humanité avait jugé indispensable de ne pas publier cette partie de l'intervention de ce délégué. On ne doit pas savoir qu'au sein du parti communiste, un militant ait pu penser que Staline avait trahi. Il est des vérités qu'il est indispensable de masquer.

L'auto-critique s'est exercée, à la façon bolcheviste dans toute sa plénitude.

Dès que le rapport moral a été présenté, ce fut un long délire des délégués de la base, qui sont venus dire ce qu'ils avaient fait dans leurs régions pour réaliser le front populaire. Discuter du rapport moral, des changements de tactique, ? Que non pas. Les militants n'ont le droit que de poser des « questions », discuter de « travail pratique ». Le parti communiste n'est pas un parti de « discoureurs » ou « coupeurs de cheveux en quatre ».

Le précedé n'est pas maladroite. Mais il n'est fait honneur ni à l'intelligence ni à l'esprit critique et de révolte des militants de base. Le petit doigt sur la couture du pantalon. Dans le style crétin on ne fait pas mieux, sauf dans l'armée où l'on rivalise.

Pour nuancer un peu les débats qui devaient être assez monotones, par intervalles réguliers lecture était donnée de télégrammes envoyés ou reçus, des principaux dirigeants de l'Internationale.

Le Libéraire a publié en manchette une partie de celui adressé à Thaelmann.

Les plus beaux dans la qualité du style furent ceux adressés à Dimitroff et à Joseph le grand Staline.

Dimitroff est devenu le pilote de l'Internationale communiste. Staline reste le plus grand des plus grands. Ce Congrès mériterait le surnom de Congrès de la brosse à reluire.

Pour les détracteurs professionnels, qui oseraient encore prétendre que la liberté de discussion n'existerait pas au sein du parti Thorez a tenu à répondre : « Certains se vantent de la multitude de leurs groupes de leur majorité, de leur minorité, de leurs tendances. Ils parlent — lorsqu'ils sont parvenus à réaliser un monstre une motion à qui l'on a donné le terme de négro — une — ils parlent de synthèse... »

La synthèse, nous apprend-il, est réalisée au sein du parti, la preuve, ne voit-on pas des militants venir de toutes les horizons politiques. On a le droit d'avoir pensé tout ce que l'on voudra, puisque l'on pense comme la direction du parti, puisque l'on est dans la ligne, on a le droit de s'exprimer.

Thorez n'avait nullement besoin de nous l'apprendre, nous le savions déjà. Hitler et Mussolini ont la même conception sur la liberté de pensée.

Bien malin celui qui serait capable d'indiquer la ligne tactique que va adopter le parti après ce Congrès. La confusion la plus complète semble régner. D'une part certains leaders ont regretté que les socialistes n'acceptent pas de faire le front populaire avec les jeunesse catholiques et l'U.N.C., d'autre part, Marty parlant au nom de l'Internationale, nous a ressorti les vieux clichés de la troisième période. Thorez s'est déclaré contre la participation alors qu'il l'acceptait il y a quelques mois. Il est vrai que plus loin il apparaît beaucoup moins catégorique.

Ce que fera le parti il n'en sait sans doute rien lui-même. Le parti fera ce que Moscou lui commandera. Il fera ce que l'intérêt de la politique extérieure de l'U.R.S.S. ordonnera. Et ce parti prétend vouloir diriger le prolétariat de ce pays. R. FREMONT.

Chronique de Banlieue

CARRIÈRES-SUR-SEINE ET REGION

ATTENTION ! UNE FÊTE LE 2 FEVRIER

Sous les auspices de la phalange du « Libéraire » et du Groupe Anarchiste Régional, et avec le profit de la solidarité, de l'entraide et de la propagande, une grande matinée artistique aura lieu le dimanche 2 février, à 14 h. 30, salle du Café de la Mairie, à Carrières-sur-Seine, avec le concours de la Muse Rouge, Charles d'Avray, Montell, etc.

Carrères, étant un centre d'activité anarchiste, les organisateurs espèrent que nombreux, très nombreux, les militants et sympathisants au mouvement libertaire de la région répondront présents à cet appel.

Assemblée générale extraordinaire du groupe régional samedi 1^{er} février, à 20 h. 30, au siège, salle Café de la Mairie.

Chez les chômeurs

De plus en plus la situation s'aggrave, le nombre des sans travail augmente tous les jours et la vie est loin d'être belle dans les foyers des chômeurs.

Les pourvois publics locaux sont incapables, comme tous du reste de tenir les promesses faites pour l'ouverture des travaux susceptibles de résorber circonlocutoirement le chômage communal.

Il serait peut-être temps de passer des paroles aux actes pour exiger le droit de vivre, et briser la résistance des Eraque, Goyard et consorts qui ne valent pas plus que celui, et que ceux qui les couvrent.

Depuis toujours nous sommes fixés sur la valeur des promesses des élus, voir même municipaux, aussi nous le déclarons sans ambages, si il y a un mouvement d'action directe avec objectif précis nous en serons, mais si c'est pour continuer délégations, sur tractations, nous nous refusons au rôle de dupes.

Quant Eraque, qui distille sa vengeance contre certains militants libertaires et syndicalistes en leur coupant leur pain, qu'il sache que nous le rendons responsable.

Qui sème le vent récolte la tempête.

Jean Le Vieux.

AUX HASARDS DU CHEMIN

De mon wagon

CHARITE, S. V. P...

— Alors, Carpette, ton gosse a eu un jour de congé supplémentaire cette semaine. Il devait être heureux.

— Oui, et il voudrait bien qu'un roi « casse sa pipe » de temps à autre... Pour tant, ce petit cochon-là, dimanche, il a fallu que je me fâche pour qu'il accepte d'aller quêter au marché, pour les chômeurs avec ses petits camarades. C'est jeune et ça ne sait pas.

— Encore une fois, je vais le contrarier, mais c'est ton gars qui avait raison. Tu l'as déjà envoyé mendier avec des carnets de timbres antituberculeux. Tu trouvais normal que la charité publique se substituât au devoir de l'Etat, cet Ugo qui se révèle incapable de soulager des maux dans lesquels il a une grande part de responsabilité, mais qui déploie une parfaite activité quand il s'agit de travailler à l'œuvre de mort.

— Enfin, pour les chômeurs, tout de même !

— Les chômeurs n'existent pas pour tout le monde de la même façon. Vous, communistes et socialistes, vous avez fait de cette véritable plaie sociale un fameux sujet d'agitation. Il n'y a pas de misère sans mécontentement, et pour vous un mécontentement c'est un client « tout cuit ». C'est de bonne guerre, seulement, excusez-moi si je ne puis m'empêcher de faire un rapprochement entre ces quêtes et la charité comme les chrétiens la comprennent (sans trop la pratiquer). Et si c'est le seul moyen que vous ayez trouvé pour faire payer les riches, c'est bien inoffensif !

— Il y a un temps pour chaque chose et, pour l'instant, nous parons au plus pressé.

— Voyons, Carpette, j'étais en carriex à plusieurs de vos réunions électoraux. L'an dernier, et je me souviens d'y avoir entendu un autre langage. Vous deviez prendre certaines initiatives hardies, établir des surtaxes locales, etc. A tel point qu'en vous écoutant, je voyais déjà le vin couler dans les fontaines publiques et le percepteur nous distribuer des sous !

— N'oubliez pas que les efforts d'une municipalité, surtout ouvrière, viennent toujours buter contre le mur de l'autorité préfectorale. Quand nous aurons tout le pouvoir, nous nous en servirons, mais, encore une fois, on fait ce qu'on peut.

— Tout cela vous le saviez d'avance ; alors, vos promesses ?

— C'est la tactique, mon vieux ; mais vous, les éternels démolisseurs, qu'est-ce que vous lui promettez, au peuple, pour soulager ses maux ?

— Pas de promesses ! Nous lui disons surtout d'apprendre à faire ses affaires lui-même et à se méfier des charlatans et des lakris.

— Et de même que l'arbre lance inexorablement des racines qui minent les plus salées fondations, de même notre idée fera sa brèche dans le dernier fortin des préjugés. Alors seulement nous pourrions songer sérieusement à construire un monde meilleur.

— Ce n'est pas demain la veille.

— J'en ai peur... En attendant, quand je rencontrerai ton gosse, je lui paierai une pipe en sucre, en considération du plaisir qu'il m'a procuré de discuter une fois de plus avec toi...

Le Banlieusard.

REPRESENTATION A GRAND SPECTACLE

Le Parti communiste vient de tenir son congrès à Villeurbanne. Ce fut, paraît-il, un grand congrès où de grandes décisions furent prises, c'est du moins l'Huma qui le dit... donc c'est vrai.

Ce congrès nous a paru plutôt comme l'assemblée de sous-ordres venus au rapport, à la manière de la caserne, tant les « discussions » furent nombreuses.

Naturellement, l'Huma, jamais embarrassée, affirme que cette unité est la preuve de la force du P. C. et de la justesse de sa position.

Nous ne demanderions pas mieux que de la croire si nous ne connaissions le P. C. dont les chefs, tels un panier de crabes, grouillent, se mordent, rivalisent d'appétit, mais se courbent devant la discipline pour ne pas perdre leur fromage.

Quant aux délégués de la base, la lecture de l'Huma nous apprend qu'ils ont eu surtout droit à faire la claque.

Belle unanimité, en effet !

• • •

FAIRE PAYER LES RICHES

Les communistes continuent avec ardeur de lancer leur formule : faire payer les riches, tellement elle se révèle particulièrement apte à faire marcher le collège électoral.

Seulement, si c'est là un mirifique panneau électoral pour naïfs, la formule ne vaut sans doute rien pour les communistes, puisqu'ils négligent de la mettre en application, notamment dans leurs municipalités.

Ainsi, dimanche dernier, le maire de Colombes, ceint de son écharpe, vient de nouveau faire la quête auprès de ses administrés, imités par le maire de Gentilly, l'inénarrable Beaugrand.

Pourtant, ces purs, au lieu de tenter de faire payer les pauvres pour secourir les chômeurs, devraient, conformément au programme de leur parti, faire payer les riches de leur localité.

Où ! Mais voilà, ce sont des électeurs qui sont susceptibles de voter pour la municipalité ! Alors, n'est-ce pas, pas d'imprudence !

• • •

STAKANOVISME

Depuis un certain temps, l'Humanité oblige ses rédacteurs à accoucher d'un pensum quotidien consacré à la justification du stakanovisme. Tantôt, c'est le Nizan de service ou le Boros de semaine. Il arrive parfois qu'en dépit de l'ennui qui suinte habituellement de ces papiers, un détail savoureux puisse procurer une fameuse tranche de rigolade. L'autre jour, on nous montrait Staline interrogeant des mou-

jiks « planifiés ». Il leur demandait ce qu'il faisait de l'argent supplémentaire que le système Stakanof a permis de gagner aux plus malins ou aux plus costauds d'entre eux. L'un d'eux répondait : « Avec cet argent, j'ai acheté une vache, puis un manteau à ma femme et un phonos Pathé. » Staline, saisi, lui dit : « Et as-tu eu des disques avec ? » Cette réponse nous a plongé dans un abîme de réflexions. Voyons, est-ce que par hasard la maison Pathé n'aurait pas trouvé là un slogan ultra-ingénieux pour placer sa camelote. « Pathé, la seule marque recommandée par Staline. »

Et nous qui avions la naïveté de croire que l'U.R.S.S. avait égalé et dépassé le stade de la production capitaliste.

Les romanichels.

SOURIRES

DE L'UTILITE DE LA S. D. N.

Je rencontre M. Toupoil dans le métro ; il est très attentionné à lire son journal et me serre distraitement la main. J'en profite pour me renseigner sur la politique en lisant par dessus son épaule les titres du journal.

M. Toupoil plie son journal en concluant : « Ça c'est bien » et comme toujours une petite conversation suit :

— Quoi donc ? M. Toupoil, lui demandais-je.

— Voyons tu n'as pas lu les nouvelles.

— Si c'est toujours pareil, un roi de moins ; un roi de plus.

Sarraut va former le nouveau ministère à moins qu'il ne trouve pas d'amis qui lui apportent assez de voix pour former une majorité.

Mais non tout ça c'est des histoires pour amuser le populo. Vraiment tu n'as pas lu ce qu'à dit Litvinov à la Société des Nations ?

— Non, quoi ? Est-ce que l'U.R.S.S. avait décidé de ne plus fournir de pétrole à M. Mussolini ?

Car il faut que je vous avertisse, M. Toupoil l'œuvre mais il est des « Amis de l'U.R.S.S. » et alors vous comprenez nous ne sommes pas toujours d'accord.

— Laisse donc le Duce — il prononce le double — tranquille, il est en train de se faire battre à l'Amaliti et ça supprime des esclaves et des fascistes. Voilà puisque tu ne veux jamais lire de journaux, je vais t'expliquer. Il y a à quelques temps, il y eut la Révolution au Brésil.

— Je ne vois pas le rapport qu'il y a avec Litvinov !

— Laisse-moi finir, et alors il y a Terra le Président de l'Uruguay qui a dit au camarade Litvinov qu'il représentait l'U.R.S.S. de retour en Russie, et tu vois, jeune homme, c'est marqué dans le journal parce que « le gouvernement soviétique avait incité et soutenu les éléments communistes au Brésil par l'intermédiaire de la légation soviétique accréditée auprès de son gouvernement ».

Eh ! mais dites donc, voici quelque chose qui me réconcilie avec l'U.R.S.S., vous qui est gentil de soutenir les copains des autres pays qui sont en lutte contre leurs capitalistes. Et alors je vois la suite, Litvinov a répondu le mot de Cambronne à Terra et il a fait ses malles, d'où incident.

— Ah ! ce que tu es bête, mais non tu n'as pas compris, ce n'est pas cela. Litvinov a protesté, l'U.R.S.S. a interpellé la S.D.N... Cette accusation de bandit et de voleurs, d'où ne peut sortir que la guerre comme a dit ce pauvre Litvinov.

Je préfère ne pas te répondre... Et hier à Genève pour se défendre de ces insinuations malveillantes au nom de l'U.R.S.S. Litvinov a répondu à néant les griefs du gouvernement uruguayen, le homlenn n'a aucunement aidé les révolutionnaires du Brésil au contraire.

Et à l'unanimité explique comment tout cela est une vengeance de la part du président Terra parce que l'U.R.S.S. n'a pas voulu acheter 200 tonnes de fromages.

Quoi... j'oubliais, à la S.D.N., il n'est jamais question de fromages.

Nous étions à Bastille l'ai dû précipitamment laisser M. Toupoil avec ses réflexions sur la S.D.N., le fromage et Litvinov !

R. ROUSSEAU.

Notes et Glanes

◆ Lorsque Herriot et les autres ministres radicaux ont, sur l'ordre de leur parti, quitté Laval, on ne sut comment les encenser.

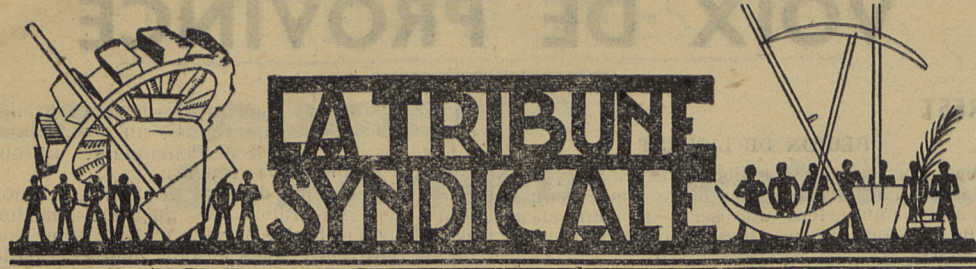
Dans toute la presse de gauche, on les appelait républicains sincères et disciplinés. Actuellement Flandin ne semble pas d'accord avec son parti. Si l'obéit à ce dernier, il ne sera pas discipliné. Non ! il cédera à un chantage impudent ! (Humanité, 8-1-1936.)

◆ La loi punit les provocations de militaires à la désobéissance. Ne pourrait-on pas l'appliquer aux députés et sénateurs qui vont voter la loi appelant les P. C. D. F. à faire une période de 12 jours ? Car, comme provocation à la désobéissance, on ne pouvait trouver mieux !

◆ Après tout, elle vient à point, cette loi. En cette période de statistiques et de recensements, il est normal que les vrais pacifistes se comptent.

◆ Et surtout, attention au piège ! Pour ne pas heurter de front les classes riches (1907 à 1910), il est dit que les intéressés ne pourront être convoqués « qu'en cas de circonstances tout à fait exceptionnelles et par décret motivé rendu en Conseil des Ministres ». Ce qui veut dire : pour la prochaine, on ne mobilisera plus ; on convoquera les classes pour 12 jours. Alors, les copains, méfions-nous.

◆ En avons-nous encaissé entre 1914 et 1918, des nouvelles grotesques, idiotes, ne résistant pas une seconde à l'examen critique. Je crois que depuis, on a fait mieux. L'œuvre de 25 nous apprend, en



Pour l'action autonome des travailleurs

LES opérations de fusion sont suffisamment avancées pour qu'il soit possible d'entrevoir le caractère de la C.G.T. de demain et l'évolution de l'action syndicale.

A l'exception de quelques syndicats, de deux ou trois Unions départementales tombées sous la férule de la confrérie bolcheviste, les congrès de fusion ont proclamé l'impérieuse nécessité de l'indépendance du syndicalisme, et dans le but de la sauvegarder contre toute tentative d'escamotage, ils ont déclaré incompatible l'exercice parallèle d'une fonction politique et syndicale.

Ainsi s'affirme la puissance de l'esprit syndicaliste qui a résisté à la tourmente d'après-guerre, et que d'anciens s'étaient trop pressés de proclamer mort, à jamais enterré !

Ces derniers ont-ils conscience de la gravité des défaites essuyées qui devraient à tout jamais leur enlever le désir de poursuivre la subordination d'un mouvement ouvrier, qui tant de fois a montré un instinct remarquable de l'orientation, lors de l'époque où il fut complètement maître de ses destinées ?

Les vainqueurs comprennent-ils la valeur et la signification précise de leurs successives victoires ? Se rendent-ils compte que la résurrection de l'esprit syndicaliste est un acte de foi des travailleurs en eux-mêmes ? La manifestation de leur volonté de poursuivre leur libération sans se laisser distraire par aucun artifice ni aucun mirage.

C'est la preuve d'un instinct sûr de classe contre lequel la prestidigitation politique viendra un jour se briser.

En des temps où le Front populaire s'efforce de lier la classe ouvrière à des éléments particulièrement versatiles et non moins égoïstes que le grand capitalisme, c'est une constatation rassurante qui laisse espérer un prompt redressement du mouvement syndical dans un avenir rapproché.

Ainsi sera parachevée l'œuvre de réconciliation des travailleurs.

Ainsi seront réparés les ravages de la scission qui, ruinant d'un coup l'esprit syndicaliste, avait placé les organisations syndicales sous l'emprise idéologique de courants politiques, dont le caractère social est constamment atténué, voire même éteint, par le pire opportunisme et les basses rivalités de leurs personnages.

L'esprit syndicaliste, c'est l'esprit de classe qui s'oppose à la division, aux cloisonnements, aux différenciations entre exploités en lutte contre la cohorte variée, voire même politiquement barbelée de leurs exploitateurs. Il s'oppose donc à l'esprit politique diviseur. Le succès de l'un entraîne la déchéance de l'autre, et d'heureuses ou catastrophiques répercussions selon celui qui domine.

A cet égard, notre période d'après-guerre est puissamment démonstrative, elle restera la preuve probante des méfaits de la politique parmi les travailleurs.

Aussi réjouissons-nous de la disgrâce qui la frappe et saluons la renaissance du syndicalisme provoquée par la commune faillite de ses adversaires.

La reconstitution d'une C.G.T. unique signifie cela, tellement elle ne saurait survivre longtemps aux survivances du passé.

L'expérience décisive et définitive, espérons-le, que nous venons de vivre, révèle que la C.G.T. unique, organisation de classe des travailleurs de toutes tendances, ne peut être impunément subordonnée, ni axer son action sur une plateforme commune avec un parti politique, sans provoquer des défections massives et l'apparition d'organisations rivales.

Ce sont là des vérités essentielles que l'on

ne répètera jamais avec assez de force, surtout en notre période de fusion.

Que l'on comprenne bien que du jour où des travailleurs ne se sentent liés à la centrale que par des sentiments toujours plus affaiblis, il est clair qu'une psychose de scission sera née. Le refus ou les résistances manifestées par nombre d'organisations de rallier la C.G.T. de demain n'a pas d'autre cause. La crainte de se sentir étranger dans la centrale animée par des préoccupations extra-syndicales, — sentiments entretenus par les errements, les manœuvres, qui laissent croire que l'unité ne modifiera en rien un état de chose accidentel comme la cause qui l'a provoqué — fait que ces travailleurs préfèrent rester dans une expectative soupçonneuse.

A leurs yeux, l'obscurité du présent, due aux arrières-pensées qui s'insinuent, aux réticences qui se trahissent, aux intrigues qui se nouent, éclipse les grands possibilités de l'avenir. C'est, à coup sûr, un état d'esprit regrettable, mais non dépourvu de légitimité.

Comment pourrait-il en être autrement devant la confusion voulue de certaines positions ? Ainsi, alors que l'on proclame solennellement l'indépendance du syndicalisme, on ne craint pas de proposer comme base d'action le programme farce du rassemblement populaire !

Mais cette confusion est destinée à disparaître rapidement. En effet, l'âme politique va subir bientôt au lendemain des élections son expérience cruciale. Le gouvernement du Front populaire, au sort duquel on s'essaye d'enchaîner le mouvement syndical, va se trouver devant une situation extrêmement grave : trou budgétaire de 8 milliards, chômage aggravé, l'exode des capitaux reprendra et menacera de casser les pattes du franc ; cependant que les victimes des décrets-lois de misère, les chômeurs et autres mécontents réclameront à grands cris ou même par le moyen de l'action directe, l'amélioration de leur situation.

Que fera le gouvernement du Front populaire ?

S'il abroge les décrets-lois, il aggravera d'autant le déficit budgétaire et précipitera la panique financière. S'il s'attache à boucher le trou des 8 milliards, il devra non seulement renoncer à l'abolition des décrets-lois, mais encore aggraver les mesures fiscales ! D'où mécontentement général.

Il y a bien le miroir aux alouettes pour électeurs naïfs : les riches doivent payer. Mais par quels moyens, puisqu'il est démontré que les grands capitaux extrêmement mobiles sont insaisissables. Et puis encore la réalisation de cette formule électorale nécessiterait une énergie, une volonté révolutionnaire qu'il serait chimérique d'espérer de la part des ministres du Front populaire.

L'expérience gouvernementale du Front populaire se terminera par une faillite lamentable et préparera ainsi le lit du fascisme.

C'est là une éventualité qui doit inciter les syndicalistes à redoubler d'efforts pour dissiper l'équivoque qui se crée autour de ce Front boudriché, surtout que les communistes tentent d'en faire une arme contre l'indépendance du mouvement syndical.

C'est d'autant plus une nécessité impérieuse que devant les événements qui se préparent, un mouvement ouvrier indépendant, libre de toutes attaches politiques et gouvernementales, est la meilleure garantie contre le fascisme.

Plus que jamais, l'indépendance du mouvement syndical est la sauvegarde suprême de la classe ouvrière.

J. RIBEYRON.

Deux aspects de subordination syndicale

« Atmosphère de bataille », ai-je intitulé mon article de la semaine dernière rendant compte du congrès de fusion des Unions de syndicats, unitaire et confédéré, de la région parisienne.

En effet, le bolchevisme déclare aujourd'hui une guerre sans merci à l'anarcho-syndicalisme — dernier rempart de l'indépendance syndicale — pour les mêmes fins politiques qui, en 1921, l'avaient incité à soutenir l'anarcho-syndicalisme, dans le but d'utiliser la scission pour étendre son emprise sur l'importante fraction qui venait de s'affranchir du syndicalisme de paix sociale et d'union sacrée.

La brève, mais combien édifiante histoire de la C. G. T. U., dont l'avenir s'annonçait riche d'espérance, peut être un exemple du mal causé par la pénétration politique des organisations syndicales.

Dans la Centrale reconstituée, les stratèges du P.C. n'entendent pourtant nullement renoncer à leur tactique criminelle ; bien au contraire. Les ordres de Moscou sont formels : Installer des hommes sûrs et dociles aux leviers de commande du mouvement ouvrier français. C'est ce qu'ils appellent « répondre aux conditions du mouvement syndical français 1936 ».

Cependant, une fois de plus, nos augures stalinien sont tombés du haut de leurs illusions, et, malgré l'exploitation outrancière de l'adoption de leur thèse, chez les chemins, sur le cumul des fonctions politiques et syndicales, ils ont été, dans toutes les autres corporations, battus à plate couture.

Le danger n'en reste pas moins persistant. Connaissant les hommes et la politique qui les inspire, nous savons qu'ils n'abandonneront pas leurs objectifs. Car il

ne faut jamais oublier de rappeler que l'unité syndicale qui s'opère, n'a pas été surtout le fait de la pression ouvrière, mais l'application des directives de Moscou d'asservir, par ce nouveau moyen, la classe ouvrière de ce pays aux visées de la politique extérieure de l'U.R.S.S.

Sera-ce donc encore la guerre au couteau, alors que l'on chante sur tous les tons les bienfaits de l'unité syndicale ? peut-être. Mais il ne dépendra que de ceux qui veulent implanter leur dictature politique dans nos organisations ouvrières qu'elle cesse, car, décidés à débarrasser à tout jamais le syndicalisme de la gangrène politicienne, nous ne devons pas recommencer la faute d'abandonner à nouveau la maison syndicale à son œuvre destructrice.

Gitton, qui vient d'être maintenu au secrétariat du P. C. et qui cumule en même temps les fonctions de secrétaire de la C. G. T. U. et de conseiller général communiste, écrivait en septembre 1935 : « Le mouvement syndical, semble-t-il, s'est guéri de l'anarcho-syndicalisme qui fut un moment de son histoire. » Il doit constater aujourd'hui qu'il s'est un peu pressé de porter en terre cet anarcho-syndicalisme, qu'il croyait mort et qui n'était qu'endormi, neutralisé par la scission, mais qui se réveille, plus vigoureux que jamais, et bien décidé à défendre le syndicalisme contre ses fossoyeurs d'où qu'ils viennent.

Certes, ici, nous ne saurions méconnaître la valeur de l'argumentation de certains unitaires qui s'étonnent que la question de l'incompatibilité du cumul des mandats politiques et syndicaux, soit exclusivement dirigée contre les unitaires, alors qu'elle n'a jamais été effectivement posée contre les

LE LIBERTAIRE

cumulards de la C.G.T. Nous sommes, nous aussi, d'avis que l'on doit d'abord balayer dans sa propre maison avant de prétendre donner des leçons de propreté aux autres.

Je me permets simplement de faire remarquer à ces camarades que cette DEVIATION nous semble infiniment moins dangereuse lorsqu'elle est le fait de quelques individus, à l'encontre de la charte qui régit le syndicalisme français, que lorsqu'elle est élevée à la hauteur d'un principe et lorsque son application est réclamée par les membres d'un parti dont les intentions d'assujettissement du mouvement syndical sont connues et prouvées par les faits.

Le refus de cette dernière disposition nous évitera, entre autres déconvenues, le fâcheux précédent d'Espagne où le socialiste Largo Caballero, ministre du Travail et secrétaire de l'U.G.T., décréta l'arbitrage obligatoire et l'interdiction du droit de grève, ce qui sauva la réaction et lui permit de persécuter les syndicalistes révolutionnaires de la C.N.T.

Aujourd'hui Caballero est sacré martyr de la cause ouvrière par tous les cumulards en fonction ou en puissance.

Il est d'ailleurs un autre aspect de subordination syndicale et que les ex-unitaires n'étaient pas les moins acharnés à combattre : c'est la subordination gouvernementale qui, s'inspirant du syndicalisme de paix sociale, paralyse l'action revendicative à la base. Les dirigeants actuels de la C.G.T. sont à peu près les mêmes qui, dépourvus de troupes pendant la guerre, collaborèrent étroitement avec le gouvernement de défense nationale. Par la suite, habitués à cette fréquentation quasi-quotidienne, ils se persuadèrent peu à peu qu'elle était devenue indispensable et n'envisagèrent de solutions efficaces aux aspirations ouvrières qu'à travers les institutions du régime : Conseil National économique, B.T.T., S.D.N., etc.

On connaît le bilan de cette « activité » qui se traduit par le néant.

Cette conception du rôle dirigeant d'une élite, procédée, comme l'a précédée, du manque de confiance en la capacité revendicative et réalisatrice de la classe ouvrière elle-même.

Trop souvent, celle-ci n'est pour eux que la raison sociale qui justifie leur fonction et dont il convient parfois de freiner les élans de révolte (voir Brest et Toulon) pour ne pas indisposer le pouvoir gouvernemental à l'égard de préoccupations « plus hautes » d'où dépend, paraît-il, la solution du problème social.

Cependant malgré ces précautions, nos manitous cégétistes en sont encore à attendre la « prise en considération » de leur « plan d'urgence » et de rénovation sociale, qui vit le jour au début de 1934, et dont les gouvernements qui se sont succédé depuis n'ont pas daigné se préoccuper, et pour cause.

Il fut un temps où, malgré leur stratégie politico-syndicale, nous nous retrouvions d'accord avec les dirigeants unitaires pour dénoncer cette conception éhémère de la lutte revendicative dans la défense ou l'amélioration des conditions de vie des travailleurs à laquelle nous opposions le syndicalisme de lutte de classe, notamment en cette période de crise dont personne ne conteste plus l'issue fatalement révolutionnaire.

Pourquoi, depuis quelque temps, les dirigeants unitaires ont-ils mis une sourdine à leurs imprécations contre la politique syndicale des dirigeants de la C.G.T. ? Pourquoi les chefs du P.C. condamnent-ils, aujourd'hui, la « phraseologie révolutionnaire » ?

C'est que ces deux têtes, sous le même bonnet stalinien, ont en vue certaine collaboration gouvernementale de gauche profitable aux intérêts soviétiques : le prolétariat français doit-il en faire les frais.

C'est que, de ce côté aussi, on craint d'indisposer certains concours indispensables à la constitution du futur gouvernement, dit de Front populaire, qui devra mettre les banques, les trusts, la presse, etc., « à la raison » et, bien entendu, établir définitivement l'alliance militaire franco-soviétique, sans laquelle il n'est pas de salut.

L'élaboration du programme revendicatif du Front populaire fut du reste des plus laborieuses. La C.G.T. avoue qu'elle a dû retirer « ces réformes de structure qu'elle considérait comme indispensables ». Nous avons appris depuis que certains élus, organes des représentations de leurs électeurs, s'étaient également opposés aux revendications des fonctionnaires concernant l'abrogation de certains décrets-lois : c'est pourquoi le programme s'est révélé aussi « va-souillard ».

Avec de pareilles dispositions de la part des futurs « chambardeurs légaux » de l'ordre social actuel, et si l'on considère qu'il s'agit là d'un programme maximum destiné à piper les voix électorales, on peut se demander ce que seront les réalisations après les élections.

Ainsi cette deuxième forme de subordination syndicale, qui s'est révélée dans le passé aussi néfaste et opérante que la première, et qui consiste à faire faire par d'autres ce qu'on se refuse à réaliser soi-même, prépare à la classe ouvrière de cruelles déceptions dont on peut prévoir les effets funestes si nous n'y prenons garde.

L'heure est venue pour les syndicalistes révolutionnaires de se ressaisir. La reconstitution de la vieille C.G.T. doit leur permettre de se regrouper sur une plateforme d'action propice au redressement syndical, en évitant les erreurs du passé.

Il faut rendre aux travailleurs cette confiance en eux-mêmes que leur ont enlevé les dirigeants ouvriers en les désahabillant de l'action directe.

Qui veut la fin veut les moyens, dit le proverbe. Ces moyens ont fait leurs preuves au temps où l'on ne s'embarrassait pas de concours extérieurs. Nous attendons qu'on nous démontre qu'ils sont périmés.

C'est en reprenant ces méthodes de lutte que le syndicalisme ouvrier français retrouvera son indépendance et sa virilité. Ce sont là les conditions de la rénovation syndicale pour 1936.

N. FAUCIER.

INFORMATION

Nous apprenons que le siège du Front populaire de la région parisienne, dont Boville, de la C.G.T., est l'un des secrétaires, vient d'être transféré à la Maison des Syndicats du 33, de la rue Grange-aux-Belles.

C'est donc là que se confectionnera la cuisine électorale qui préparera l'avènement du futur gouvernement de gôche.

Vive l'indépendance du syndicalisme !

Congrès de fusion de la Marne

Dimanche 19 janvier, a eu lieu à la Bourse du Travail de Reims, le congrès de fusion de l'Union Départementale des Syndicats ouvrier de la Marne.

Les débats se sont déroulés sous la présidence des camarades Lenoir de la C.G.T., Nocard de la C.G.T.U.

Le Congrès ratifia la fusion des U. D., confédérées, unitaires et du syndicat autonome des Indirectes, une large discussion eut lieu sur la modification des statuts de l'U.D., la fameuse question des incompatibilités des mandats politiques donna lieu à plusieurs interventions passionnées, les camarades ex-unitaires défendirent leur point de vue en faveur de la politique dans les syndicats. Un ordre du jour fut présenté pour l'incompatibilité et le maintien de l'article 8 des statuts de l'U.D., ainsi conçu : Tout camarade investi d'un mandat politique rétribué ne peut faire partie de la Commission administrative.

Sur 40 syndicats, 2 syndicats départementaux, 3 sections départementales, 1 faisant 87 mandats, le vote qui fut émis donna le résultat suivant : 63 voix pour l'incompatibilité, 15 voix contre et 3 voix d'abstentions ; plusieurs délégués s'étant absentés avant le vote pour des raisons inconnues, cela porta à 9 voix le nombre des abstentions.

En résumé le congrès de l'U. D. de la Marne, à une grande majorité s'est prononcée contre la néfaste politique des partis au sein des syndicats. Il a démontré, que les travailleurs s'ont soucieux de défendre leurs revendications corporatives ou réalisant leur unité syndicale dans la plus grande camaraderie ; ce qui prouve une fois de plus, que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et non un cadeau des politiciens.

Au cours du congrès, plusieurs ordres du jour furent adoptés à l'unanimité, entre autres, un concernant la question des syndicats en période de chômage. L'ordre du jour qui termina les travaux du congrès demanda : que les U. D., les fédérations d'industries, ainsi que la C. G. T., abaissent le prix des cotisations syndicales pour les syndicats en période de chômage et demande que cette importante question figure à l'ordre du jour du prochain congrès confédéral de fusion.

Cette question donna lieu à un long débat où un camarade fonctionnaire préconisa l'exonération totale de la cotisation pour les chômeurs, tout en leur conservant l'intégralité de leurs droits. Il préconisa, que pour venir en aide aux fédérations d'industries touchées par la crise de chômage et qui vont se trouver lésées de leurs cotisations, ce qui risque de ralentir leur action en propagande, que les fédérations de fonctionnaires viennent à leur aide en leur versant une cotisation de solidarité prélevée sur les fonctionnaires.

La conclusion de ce congrès départemental, prouve que le syndicalisme fédéraliste n'est pas mort, au contraire, il prouve que l'union de tous les travailleurs se resserre chaque jour de plus en plus, et nous espérons voir nos camarades de la C. G. T. S. R. venir grossir nos rangs pour mener la lutte de classes, nous aider à faire respecter la charte d'Amiens, envers et contre tous les politiciens, qui veulent se servir du syndicalisme comme d'un tremplin électoral.

Un gars du bâtiment de Reims, ex-confédéré.

Unité... ou démagogie

L'Humidité (ex organe central du P. C.), journal du Front Populaire aime toujours mentir, le mensonge et la calomnie sont toujours à l'ordre du jour ; du fait qu'il y a dans une salle des ouvriers qui en ont marre d'entendre le catéchisme bolcheviste ce sont des perturbateurs.

Pour une fois ils ont changé de terme d'habitude ce sont des provocateurs.

Le citoyen bolcheviste Langlumé, chef de la rubrique sociale du journal des masses n'a pas craint d'étaler sa rancœur dans l'Humidité.

Il aurait mieux fait d'expliquer à ses lecteurs que les ouvriers ne sont pas mûrs pour la politisation du syndicalisme.

L'indépendance du syndicalisme n'est pas un vain mot. Espérons qu'au Congrès Fédéral, les délégués auront un mandat ferme pour condamner l'intrusion de la politique dans le syndicat.

Au Congrès d'Unité des deux Unions, la thèse des Confédérés a été admise au grand dam des unitaires.

Les partisans du cumul, ont eu beau faire de la démagogie, les congressistes n'ont pas marché.

Le Syndicalisme d'Etat russe n'a pas beaucoup d'amateurs en France, car là-bas les secrétaires et dirigeants de syndicats sont recrutés parmi les défenseurs du stakhanovisme, c'est pour quoi que je me demande comment se fait-il que les unitaires, ennemis de la rationalisation et des pousseurs de charge en France sont partisans du travail forcé en Russie.

Puisse les ouvriers comprendre que leur salut est en eux et qu'ils n'ont rien à attendre des pantins pourrimentaires.

G. GIRARDIN.

C. G. T. S. R.

SYNDICAT DE L'AMEUBLEMENT DE LA SEINE

Avis aux compagnons, réunion dimanche 2 février à 10 heures du matin, Bourse du Travail, chez les métaux, Bureau 21, au 2^e étage.

Renouvellement des cartes confédérales pour 1936.

Compte rendu du dernier C. C. N.

Le Secrétaire.

Les secrétaires des syndicats de Bordeaux, Lyon, Rennes, sont priés de se mettre au plus vite en relation avec le secrétaire de l'Ameublement de la Seine.

Communications Diverses

Jeudi 6 février, à 20 h. 30, à la Salle du « Petit Journal », 21, rue Cadet (Entrée : 1, rue Lamartine) (Métro : Cadet), GRANDE SOIRÉE ARTISTIQUE DE LA « PATRIE HUMAINE », avec les concours assurés de : Mmes Rosemonde Gérard, Jeanne Monteil, Marianne Oswald, Becky Rosanes, Paule Sandra, Valsamaki, Noëlle Verne, de MM. Carrière, Jacques Calby, Pierre Dac, Gabriello, Grello, Michel Herbert, Loréal, René Paul, Rocca, Maurice Rostand, Ruquet, Souplex, Eugène Wyl et de l'orchestre de la « Patrie Humaine ». Au piano d'accompagnement, le compositeur Saint-Servan. La soirée commencera à 20 h. 30 précises. Entrée : 6 francs.

Dans le 17^e. — Les camarades sympathisants du 17^e et arrosés les dimanches, désirant se retrouver pour échanger des idées sur la question sociale, sont priés de s'adresser au « Libéraire », qui transmettra.

Centre de Culture Intellectuelle du Comité des Loisirs de la Région Parisienne. — Le Centre de Culture Intellectuelle du Comité des Loisirs, convie tous ses adhérents et amis, à assister à la conférence sur : Paris. Cette conférence aura lieu vendredi prochain 31 janvier, à 20 h. 30, à la Maison de la Coopération (Salons Bonvalet), 31, boulevard du Temple, Paris (3^e).

Le sujet sera traité par M. Ruinaud, bibliothécaire à l'Institut d'Histoire et de Géographie. A l'issue de la conférence, projections fixes, lecture de pages littéraires, chants sur le Vieux Paris, par M. Lejeune, de l'Odéon. Participation aux frais : 1 franc.

La Vie de l'U.A.

Commission administrative. Réunion lundi 3 février, à 20 heures 30, au local du LIBERTAIRE.

Fédération Parisienne. — Dimanche 2 février, à 9 heures du matin, 75, fg St-Martin, Congrès fédéral. Que tous les groupes de la Fédération soient représentés.

Jeunesse Anarchiste-Communiste. — Mercredi 5 février, tous à la réunion publique, au 163, bd de l'Hôpital (13^e), organisée par le Comité d'action contre les deux ans.

Groupe du 5^e et 13^e arrondissements. — Le groupe se réunit tous les jeudis à 20 h., au siège, 22, rue Broca (5^e).

Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du 19^e et 20^e arr. — Le Groupe se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, au local du « Libéraire », 29, rue Piat. Les lecteurs du « Libéraire » et sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du Croissant. — Pour le groupe, s'adresser à Henriette Royo, au « Libéraire », 29, rue Piat.

Banlieue Nord. — Le Congrès de la Fédération ayant lieu dimanche prochain, réunion du groupe le dimanche 9 février.

Groupe Inter-Communal de la banlieue sud. — Réunion de tous les groupes lundi soir 3 février, à 20 h. 30, chez Rolland, 21, rue Lecocq, à Gentilly.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. Permanence le 2^e et 4^e jeudi de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Groupe Anarchiste de Puteaux et sa région. — Le groupe étant formé, pour tous renseignements s'adresser à la permanence, aux vendeurs du « Libéraire », au marché de Puteaux.

Saint-Denis. — Les réunions du groupe ont lieu tous les vendredis à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger.

Groupe d'Antony. — Notre ami Charles Durand, secrétaire du groupe, est en traitement à l'hôpital Broussais, rue Didot, salle Follin. La visite des amis fera plaisir à Charles Durand.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés de venir chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe de Montrouge Malakoff, Vanves et Châtillon. — Réunion tous les mercredis, à 8 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff. Appel à tous et aux sympathisants.

Groupe Libéraire de Sartrouville. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libéraire » et du « Combat syndicaliste ». Au Marché, à partir de 9 h. près de la gare. Pour tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Groupe de Montreuil. — Réunion le 2^e et 4^e jeudi de chaque mois. Tous les dimanches matin, de 10 heures à midi, permanence et bibliothèque, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Groupe Ermont et environs. — Les camarades se réuniront le dimanche 2 février 1936, à 10 h. du matin, 60, route de St-Leu, à Ermont, où les sympathisants sont cordialement invités.

Lille. — Les camarades et sympathisants sont invités à la causerie contradictoire sur les événements d'octobre 1934, qui aura lieu le lundi 10 février 1936 au « Cabaret Flamand », 23, place Rihour, à 19 heures précises.

Contradiction assurée de Eugene Devyère, du groupe bolchevik léniniste.

Lille. — Le Groupe se réunit les 2^e et 4^e samedis du mois, à 20 h., au cabaret Flamand, place d'Amour. Les camarades, lecteurs du « Libéraire », sont invités aux réunions.

Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Ed. De Mulder, 50 bis, rue d'Ena.

Toulon. — Jeunesse Libre. — Le Groupe se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, au siège, 14, rue Nicolas-Laugier (2^e étage). Causeries éducatives. Permanence tous les dimanches, de 10 à 12 heures, on y trouve notre journal « Le Libéraire » et notre presse. Une bibliothèque est à la disposition de tous les camarades et des sympathisants.

Brest. — Le « Libéraire » est en vente chez Heurteaux, rue de la Mairie ; Colin, rue du Pont, au kiosque Tourville.

Adresser à Le Lann Auguste, Maison du Peuple, Bois de Boulogne, tout ce qui concerne le journal. Abonnements, souscriptions.

Montpellier. — Réunion du groupe tous les mardis, Bar des Remparts. Le meilleur accueil est réservé aux sympathisants désireux de contribuer à la propagande.

« Le Libéraire » est vendu à la criée tous les dimanches autour du marché. Adresser la correspondance à Louman, 23, rue de la Valère.

La Seyne. — Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser Jeunesse Libre de Toulon, qui transmettra.

du Moutier, à Villejuif.

Orléans. — Le groupe se réunit, chaque semaine. Pour tous renseignements, s'adresser à C. Cathelot, 15, rue du Pressoir-Neuf.

Amiens. — Pour les adhésions s'adresser à Grévin, 3, rue Vascoan, Amiens.

« Le Libéraire » est en vente chez Legry, 3, boul. de Châteaudun.

Lyon. — Le groupe se réunit les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, salle de l'Unitaire, à 20 h. 30, 129, rue de Belfort.

Pour tous renseignements s'adresser à Merlo, Boite 56, Bourse du Travail, place Guichard.

Reims. — Fédération libérale du Nord-Est. Adresser tout ce qui concerne la Fédération à E. Ternaux, 34, rue Flechambault.

Roanne et environs. — S'adresser à Lingre Louis, cité Bréhard, Pouilly-s-Charlieu (Loire).

Saint-Etienne. — Tout ce qui concerne la propagande doit être adressé à Gomet, Bourse du Travail.

« Le Libéraire, Terre libre » sont en vente aux kiosques, place du Peuple, Bellevue et 14, rue Duraud.

Saint-Henri (Marseille). — Pour adhérer au groupe, s'adresser à Henri, rue des Mirliers à Saint-Henri.

Valenciennes. — S'adresser à Fromont, 1, rue Soudeur.

Coursan. — Le groupe libéraire se réunit tous les 2^e et 4^e samedis de chaque mois. Les camarades et sympathisants sont cordialement invités à assister aux réunions. Adresser la correspondance à Georges Genêt à Coursan (Aude).

Narbonne. — Réunion du groupe les 2^e et 4^e dimanche de chaque mois, l'après-midi, chez Albert et Esteve Maison Gaillard, route de Carcassonne.

PETITE CORRESPONDANCE

Très urgent. — Joseph Royo Antolin ou ses amis est prié de donner son adresse à Jean Girardier, au Libéraire, 29, rue Piat, Paris (15^e).

Acheterai tous livres, documents, journaux, collections, complètes ou numéros dépareillés concernant l'anarchisme, socialisme et communisme. Faire offres à Frémont, au « Libéraire ».

J. Barney, Montauban. — Peux-tu donner ton adresse